



## Atelier sur les synergies entre la REDD+ et les Stratégies et Plan d'Action Nationaux pour la Biodiversité – Douala, 8-11 juillet

### Messages principaux

- Le défi du manqué de données peut être comblé notamment grâce :
  - aux systèmes ouverts d'accès aux données
  - au renforcement des capacités en matière d'analyse des données et de production cartographique (sessions d'entraînement OSFAC, guides UNEP-WCMC)
  - à la coopération avec les centres de distribution des données (OFAC, OSFAC, RAPAC)
  - une coordination renforcée entre les parties prenantes au niveau national pour le suivi et l'évaluation, notamment avec les parties prenantes au processus REDD+
- La collaboration intersectorielle dans l'élaboration des politiques, des projets et des programmes est un aspect clé, qui pourrait bénéficier des outils de planification spatiale pour déterminer les points de synergies ou de conflits potentiels. Cette collaboration pourrait aussi donner lieu au développement d'inventaires multi-ressources pour différentes éco-régions et pour l'accomplissement des Objectifs d'Aichi.
- Plusieurs projets de restauration ont été conduits dans la région. Il est important de tirer des leçons de ces expériences pour définir les actions nécessaires à l'avenir et identifier les facteurs de succès et les bénéfices potentiels de la restauration. A ce sujet, l'Outil de Diagnostic Rapide pour la Restauration de l'UICN est une référence utile.
- Il est utile de s'appuyer sur l'expérience d'autres pays et d'autres régions. Les conclusions d'autres ateliers régionaux, en particulier celui d'Amérique du Sud, sont particulièrement pertinentes à cet égard.
- Les activités REDD+ peuvent être référencées dans la révision et la mise en oeuvre des SPANBs, les plans d'action peuvent s'appuyer sur certaines actions des stratégies nationales REDD, et les indicateurs peuvent s'appuyer sur les systèmes MRV et les systèmes d'information sur les garanties (SIS) du processus REDD+.
- Les synergies potentielles entre la REDD+ et la mise en oeuvre des SPANBs ont été identifiées et peuvent être renforcées à travers l'analyse des données spatiales sur la biodiversité et les services écosystémiques. Ces analyses peuvent être conduites autour de grands axes de l'utilisation des sols tels que les forêts de production, les activités de restauration, et les politiques de conservation des forêts existantes à travers le zonage des forêts et la gestion améliorée des réseaux d'aires protégées.
- L'agriculture a été notée comme la principale cause de perte d'habitats naturels, y compris les forêts, dans la majorité des pays d'Afrique Centrale, du fait de pratiques non durables.
  - L'intensification par le recours aux systèmes agro-écologiques peut aider à réduire les pressions sur les écosystèmes naturels, tout particulièrement si elle fait partie d'un ensemble cohérent de politiques d'incitation économiques ou fiscales, d'éducation et une planification intégrée du territoire.
    - Cette planification intégrée du territoire doit s'appuyer sur des facteurs habilitants tel que des lois et politiques qui clarifient les droits de propriété et d'usage sur les forêts et les autres ressources naturelles renouvelables.
- Les outils d'analyse économique pour la gestion des ressources naturelles peuvent assister dans la révision des SPANBs, notamment pour la mobilisation des ressources et pour la communication avec les autres secteurs.
- L'initiative conjointe conjointe entre le Secrétariat de la CDB et l'OIBT pour la conservation et l'usage durable des forêts tropicales peut procurer des financements pour le développement et la mise en œuvre de projets. Les pays peuvent candidater à ces financements auprès de l'OIBT.
- Les actions REDD+ ont pour but principal de limiter les émissions de gaz à effet de serre du secteur forestier, mais en construisant des synergies avec les Objectifs d'Aichi elles peuvent également permettre de placer les pays sur une trajectoire de développement durable et d'une économie verte.